

PARLEMENT EUROPÉEN

DELEGATION POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS DU GOLFE, Y COMPRIS LE YEMEN

8^e rencontre interparlementaire Parlement européen/Arabie saoudite

7-13 février 2005

Projet de rapport de Mme Lilli Gruber, présidente de la délégation

1. Introduction

À la suite de la visite d'une délégation du Majlis Al Shura à Strasbourg en décembre 2004, une visite de la délégation pour les États du Golfe, y compris le Yémen, a pu être organisée en retour pendant la deuxième semaine de février 2005. L'occasion de cette visite a été donnée par les premières élections municipales de l'histoire de l'Arabie saoudite, qui ont démarré le 10 février 2005 à Riyad et se poursuivent en différentes localités tout au long du printemps. Les discussions ont eu lieu dans une ambiance détendue et ont été marquées par le souhait d'intensifier le dialogue UE-Arabie saoudite afin d'éliminer les préjugés que les parties entretiennent l'une envers l'autre.

2. Rencontre avec les membres du Majlis Al Shura (MAS)

Le MAS est une assemblée consultative composée de 120 membres nommés par le roi. Les discussions, auxquelles ont pris part plusieurs députés de différentes commissions, ont permis d'aborder les points suivants:

- Participation des femmes à la vie politique
La présidente de la délégation du PE a cité les propos d'un article paru dans la presse ce jour-là, selon lesquels le président du Majlis Al Shura aurait mentionné la possibilité d'envisager la participation des femmes en tant que membres de cette assemblée. (Cette nouvelle a manifestement entraîné la surprise dans les rangs du MAS, les députés n'en avaient pas été informés)
Cette proposition a suscité diverses réactions: allant du maintien du statu quo, selon lequel le MAS invite déjà des femmes à l'heure actuelle afin de discuter de questions importantes les concernant, à leur acceptation, pour autant que cela soit compatible avec les préceptes religieux et que cela soit accueilli favorablement par la population.
À l'argument avancé par la délégation du PE, selon lequel il ne peut être question d'une démocratie aussi longtemps que l'on empêchera la majorité de la société d'exercer son

droit de vote, comme c'est le cas pour les élections municipales en cours, il a été objecté que l'Arabie saoudite (A.S) devait trouver sa propre voie menant aux structures démocratiques, qui ne correspondent pas nécessairement à celles de la société occidentale.

- **Questions de sécurité en A.S.**
Le camp saoudien a signalé que quelques problèmes s'étaient présentés dans ce domaine jusqu'à il y quelques temps; un rapport contenant des propositions concrètes aurait été rédigé. La situation se serait maintenant normalisée, l'économie et les places boursières indiqueraient des tendances positives, ce qui suppose une situation stable.
- **Terrorisme**
La délégation du PE a attiré l'attention sur le rôle d'un islam extrémiste, qui est diffusé en Europe par le biais de l'internet et qui pourrait être à l'origine de l'agression contre le cinéaste néerlandais van Gogh. À cet égard, le rôle du wahhabisme en Bosnie a également été critiqué.
Les députés saoudiens ont tout d'abord souligné que le wahhabisme tel qu'il est pratiqué en grande partie en A.S. représente un mouvement religieux dont le but est de corriger les excès de l'islam. En outre, aucune information ne devrait être extraite de l'internet. Selon eux, le terrorisme et l'islam s'excluaient mutuellement: ceux qui commettent des crimes au nom de l'islam devraient être poursuivis en justice pour ce qu'ils ont fait. Et d'ajouter que la société saoudienne elle-même pâtit du terrorisme; ainsi, quel intérêt aurait-elle à le propager? Au contraire, il convient de combattre les causes du terrorisme, souligne le camp saoudien.
- **Droits de l'homme**
L'une des sources du terrorisme pourrait être le refus de la liberté d'expression, avance la délégation du PE. Elle donne un exemple parlant: l'arrestation de trois Saoudiens qui ont déposé une pétition réclamant l'introduction de la monarchie constitutionnelle. Le camp saoudien rétorque que le procès s'est déroulé en présence d'un avocat et d'organisations internationales.
- **Liberté religieuse**
Les membres de la délégation du PE ont mis en avant le principe de réciprocité dans l'exercice de la liberté religieuse: ce qui veut dire que les églises devraient être autorisées en A.S, tout comme les mosquées le sont en Europe.
En ce qui concerne la situation en France, il a été précisé qu'il existait une nette séparation entre l'État et la religion et que la loi interdisant le port de symboles religieux promulguée en 2004 n'était pas dirigée contre l'islam, mais concernait toutes les religions.

3. Rencontre avec SAR le prince Abdullah

La délégation a obtenu une audience avec le prince Abdullah. Cette visite a duré plus longtemps que prévu et des questions essentielles ont été abordées:

En premier lieu, le prince a souligné les relations importantes qu'entretiennent l'Europe et l'Arabie saoudite depuis plus de soixante ans. L'Europe jouit d'une bonne réputation dans le monde arabe mais elle pourrait jouer un rôle plus actif dans les actions visant à encourager le dialogue entre les différentes cultures et religions et dans la lutte contre le terrorisme international.

L'Union européenne et l'Arabie saoudite devraient travailler ensemble de manière plus efficace afin de trouver une solution au conflit du Moyen-Orient.

Concernant le rôle des femmes au sein de cette société, SAR Abdullah a souligné le fait qu'en Arabie saoudite les femmes jouissent de plus de droits que dans d'autres sociétés en raison de l'influence de la religion islamique. Il est plus important de donner aux femmes une bonne éducation basée sur les préceptes du Coran que de leur accorder le droit de voter ou de conduire.

Concernant les structures démocratiques du pays, il a fait référence à l'histoire de l'Europe qui a mis deux cents ans avant de parvenir à la démocratie. L'Arabie saoudite, au cours de sa courte existence, est déjà parvenue à réaliser beaucoup de choses.

L'un des membres de la délégation a remercié le prince de faciliter la participation des musulmans d'Europe au Hajj. Dans sa réponse, le prince a souligné que les musulmans vivant en Europe qui souhaitent visiter les lieux saints de son pays sont les bienvenus.

La chef de la délégation a insisté sur le fait qu'il est inacceptable au sein d'une société démocratique que les femmes ne puissent pas participer au processus électoral et a ajouté qu'elle espérait que lors des prochaines élections tous les membres de la société saoudienne pourront voter.

4. Rencontre avec l'Association des journalistes saoudiens

À la question posée par la délégation du PE au sujet des nombreuses dispositions prises à Riyad en matière de sécurité, également devant le bâtiment de l'Association des journalistes saoudiens, il a été rétorqué que, alors que les attentats ciblaient auparavant des organisations étrangères en majorité, ils prenaient maintenant des bâtiments saoudiens également pour cibles: «Ils (les terroristes) veulent nous détruire tous».

Le développement de la presse saoudienne a tout d'abord été financé grâce aux deniers publics, entre-temps la presse se finance elle-même.

Le conseil administratif se compose de journalistes librement élus, parmi lesquels on compte deux femmes. Au total, de 500 à 600 journalistes travailleraient en A.S., le nombre de femmes exerçant cette profession se situant aux alentours de 100.

Le camp saoudien insiste sur le fait que la nouvelle loi relative à l'information prévoit la délivrance d'une licence, ce qui ne se passe toutefois pas sans difficultés. Il n'y a aucune limite à ce qui peut être publié, tant que la maison royale et la religion ne sont pas critiquées et que l'intégrité du pays n'est pas mise en cause. Du reste, les journalistes sont tenus de respecter des critères déontologiques. Il convient dans tous les cas d'éviter des articles susceptibles de provoquer des conflits au sein de la société.

Selon les Saoudiens, les attentats du 11 septembre, dont 15 des 19 auteurs étaient de nationalité saoudienne, ont également eu un effet positif en ce sens qu'ils ont ouvert les yeux de la population et lancé un mouvement qui pourrait déboucher sur l'octroi de davantage de droits aux femmes.

5. Rencontre avec le secrétaire général du Centre King Abdul Aziz pour le dialogue national

Cet établissement fondé il y a 15 mois, dont les travaux préliminaires avaient toutefois commencé déjà deux ans avant le 11 septembre, a entre-temps organisé cinq dialogues nationaux.

Lors du premier dialogue, qui a rassemblé surtout des intellectuels et des représentants des différentes couches de la société, dont des spécialistes en religion, sont apparues des conceptions différentes par rapport aux questions et aux problèmes posés, mais également des points communs.

Lors du deuxième dialogue, auquel ont pris part des conservateurs, des libéraux et, dans des pièces à part, des femmes, les personnes présentes se sont demandées jusqu'à quel point il était possible de propager un islam modéré et de lutter contre les idées extrêmes. Il a en outre été débattu de questions spécifiques aux femmes, telles que le permis de conduire pour les femmes et la représentation de leurs droits en justice. Ensuite, des groupes de travail ont été créés, lesquels ont soumis des propositions concrètes, notamment dans le domaine juridique. Ces groupes se sont prononcés selon le principe de la majorité. Toutefois, les opinions minoritaires ont été reprises dans le rapport.

D'autres dialogues se sont penchés sur les questions ayant trait à la jeunesse et aux problèmes de drogues.

Le public était autorisé à assister à ces rencontres, sauf à la première.

En règle générale, la tâche de cette organisation consiste à informer la société de manière à améliorer la compréhension entre citoyens, étant donné que, comme le président l'a rappelé, la population se répartit sur différentes îles; somme toute, il devrait en résulter une volonté de réforme. Ce faisant, il convient cependant de tenir compte du tempérament conservateur de la société, qui est observée attentivement par les six millions de pèlerins qui se rendent chaque année à la Mecque.

Parmi les résultats des rencontres figure l'organisation de dialogues. Deux cents personnes intéressées sont actuellement formées afin de promouvoir, dans l'ensemble du pays, l'ouverture au dialogue. Le sujet du prochain dialogue sera: «Nous et les autres».

À l'heure actuelle, seules des personnes participent à ces programmes. Plus tard, des organisations non gouvernementales seront également impliquées dès qu'elles auront été établies. À ce sujet, il faut toutefois mettre l'accent sur le fait que la société saoudienne est une société islamique, dans laquelle le modèle occidental caractérisé par le multipartisme n'est pas transposable.

Interrogé sur la situation des travailleurs immigrés, le camp saoudien a informé la délégation que ceux-ci recevaient un contrat renouvelable tous les deux ans. Les personnes vivant en A.S. depuis plus de 10 ans ont la possibilité de demander la nationalité saoudienne.

6. Rencontre privée avec des Saoudiennes

Sur l'initiative de l'ambassadeur italien, une rencontre a été organisée dans une maison privée, au cours de laquelle les membres de la délégation ont eu la possibilité de poser des questions à des femmes et à des hommes, réunis pour la circonstance (lors de cérémonies officielles en société, les femmes et les hommes sont toujours séparés).

Il a surtout été question de la lenteur avec laquelle les réformes sont mises en œuvre, quand elles le sont. La classe dominante se sert toujours de la religion comme prétexte pour ne pas avancer trop rapidement. En effet, le pays est contrôlé par une classe religieuse. Pourtant, les femmes ont reçu une bonne instruction, un changement de leur statut est tout à fait possible. Le décalage entre les progrès techniques et le système éducatif et juridique a globalement été mis sur la sellette.

7. Les élections municipales à Riyad

La veille des élections, la délégation a eu la possibilité de se rendre dans les tentes accueillant les électeurs et de s'informer de la préparation des élections.

Le jour des élections même, la délégation a visité trois bureaux de vote choisis par leurs hôtes saoudiens, a discuté avec les assesseurs et a été impressionnée par l'organisation, les préparatifs ayant été assurés avec l'aide de la Société allemande pour la coopération technique.

Parmi les 150 000 électeurs masculins inscrits – les femmes n'étaient pas autorisées à participer au scrutin – 82 % ont voté. Sept conseils municipaux sur quatorze ont été élus. Les sept restants ont été désignés par le roi.

8. Rencontre avec les représentants de la chambre de commerce à Jeddah

La discussion a été caractérisée par un esprit d'ouverture de part et d'autre. Au cours de celle-ci, l'accent a été mis sur le rôle des parlementaires en tant que relais pour le dialogue. Les thèmes suivants ont été traités en détail:

- La situation en matière de sécurité

Le fait que les compagnies aériennes européennes aient suspendu leurs vols à destination de l'A.S., British Airways notamment, ou interdisent à leurs avions ou à leurs équipages de rester sur le sol saoudien pendant la nuit montre bien à quel point la situation est tendue sur le plan de la sécurité. Ainsi, la Lufthansa poursuit sa route vers l'Éthiopie/Érythrée, Air France vers l'Égypte et Swiss vers le Bahreïn.

- Les élections

Les résultats des élections organisées à Riyad sont certes intéressants. Mais ce qui importe le plus, c'est que ces élections aient eu lieu. Il convient maintenant de faire en sorte que les femmes puissent à l'avenir participer aux élections.

- La situation des femmes d'affaires

Les femmes qui veulent démarrer leur propre affaire se heurtent à de nombreux obstacles: à commencer par l'autorisation du gouvernement, l'ouverture d'un compte, sans oublier la gestion quotidienne de l'affaire. En règle générale, le pourcentage des femmes

participant au monde des affaires est faible, ce qui est également dû à leur manque de formation pour l'exercice d'une telle activité.

- La différence entre l'A.S. et l'UE

Le camp saoudien a posé la question suivante: combien d'année, voire de siècles, a-t-il fallu à l'Occident pour arriver là où il est maintenant? Ainsi, le monde occidental doit faire preuve de patience vis-à-vis de l'évolution de l'A.S. et, surtout, ne pas imposer à la société saoudienne des modèles qu'elle rejetterait ensuite. Les réformes, qu'elles portent sur le système politique, sur la religion ou sur les droits de l'homme, doivent émaner de la société saoudienne.

À cette fin, le dialogue interculturel est nécessaire et l'organisation de visites entre délégations souhaitable. À cet égard, l'approche adoptée par les délégations canadiennes mériterait d'être mentionnée: elles s'enquière de la mesure dans laquelle il serait possible d'améliorer les relations entre l'A.S. et le Canada, et ne posent pas de questions sur la démocratie, les droits de l'homme et la religion.

- Les relations futures

Selon les Saoudiens, l'image que la presse occidentale donne de l'A.S., État parrainant le terrorisme, est erronée et doit être rectifiée. L'UE et les États-Unis doivent remédier ensemble à cette situation, et ce, entre autres, au moyen de l'organisation de programmes d'échange pour étudiants et journalistes, comme l'avait suggéré aussi la présidente de la délégation du PE préalablement à la visite.

Sur le plan économique, il est souhaitable d'établir une antenne compétente au sein du bureau de la délégation de la Commission, sur l'exemple de la Malaisie et du Japon. À ce sujet, il est important pour les deux parties que les négociations entre le Conseil de coopération du Golfe et l'UE soient clôturées le plus rapidement possible.

9. Rencontre avec des journalistes d'«Arab News»

L'«Arab News», un quotidien anglophone qui, outre en A.S., est lu au Bahreïn, au Qatar et au Koweït essentiellement, appartient à un organisme privé et emploie 45 collaborateurs et collaboratrices qui travaillent ensemble, contrairement aux usages en A.S. Le journal s'adresse surtout aux «expatriés», la majorité des Saoudiens s'informent «en ligne». Le tirage s'élève à 53 000 exemplaires. Pendant la guerre en Irak, 3,7 millions de lecteurs consultaient le journal via l'internet. Le lectorat se compose à 26 % de Saoudiens et à 41 % de femmes.

À ses débuts, le journal était financé par le gouvernement. Aujourd'hui, il s'autofinance grâce à des annonces passées par des firmes privées. Ce journal a été qualifié d'indépendant, sans ingérence aucune, que ce soit de la part des propriétaires ou du gouvernement. Les journalistes travaillent en toute liberté. Il n'y a jamais eu en A.S. de poursuites comme en Syrie par exemple.

Les seules restrictions concernent la couverture de thèmes religieux et la diffamation de personnalités. La couverture de questions intéressant le lectorat féminin est extrêmement difficile car ces questions devraient être traitées par les femmes elles-mêmes, ce qui n'est

malheureusement pas le cas. Peut-être est-ce dû à d'éventuelles manœuvres d'intimidation à l'encontre des femmes.

Après s'être enquis de la situation des travailleurs étrangers du point de vue des assurances, la délégation s'est vu répondre que plus de 70 % des personnes travaillant pour les services gouvernementaux et les entreprises étaient assurées. Pour le reste, le ministre en charge du dossier vient de lancer une initiative visant à introduire l'assurance obligatoire également dans le secteur privé.

Entre-temps, la presse se considère comme le quatrième pouvoir du pays; des thèmes tabous jusqu'à il y a peu ont été abordés, tels que la position de la femme au sein de la société. L'idée d'organiser des échanges de journalistes a reçu un accueil globalement positif, à condition que les conceptions occidentales ne soient pas imposées aux Saoudiens.

Conclusion

La visite de la délégation à Riyad et à Jeddah peut être qualifiée de réussite totale. Le Majlis Al Shura a très bien organisé les rencontres souhaitées par la délégation du PE, et ce malgré la tenue quasi-simultanée de la conférence contre le terrorisme. Le fait que la délégation a eu la possibilité d'assister aux élections municipales à Riyad a été riche en enseignements; la délégation a été impressionnée par l'organisation et le déroulement serein des élections. La délégation a obtenu une audience avec le prince héritier Abdullah, au cours de laquelle il a été question du droit de vote des femmes, des relations entre l'UE et l'A.S. et de la lutte contre le terrorisme international. Pendant la discussion, la présidente de la délégation du PE a eu l'occasion de remettre au prince héritier une lettre de la part du président du PE.

Petit bémol cependant: une conférence de presse organisée par la délégation a dû être annulée faute de journalistes (cf. communiqué en annexe). Cette situation est probablement due au fait que le ministère de l'intérieur n'a pas délivré l'autorisation nécessaire à la tenue de la conférence. Autre critique: on ne peut parler d'une presse saoudienne libre au sens européen. C'est pourquoi la délégation propose de créer un programme d'échange destiné aux journalistes et aux étudiants afin de promouvoir le dialogue entre les deux parties. En outre, le tableau des effectifs présent dans le bureau de la délégation de la Commission à Riyad devrait être adapté aux besoins croissants.

Le communiqué de presse est joint au rapport.

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH THE GULF STATES (INCLUDING YEMEN)

8th Interparliamentary Meeting EP/Saudi Arabia

7-11 February 2005

PROGRAMME

SAUDI ARABIA (7-12 February 2005)

Monday 7 February (Riyadh)

Individual arrival of members of the delegation in Riyadh and transfer to

Hotel

*Holiday Inn Olaya, Riyadh,
Tel : 966 1 461 2000*

20h00 briefing with Protocol and EU Ambassador - Mr Bernard SAVAGE

Tuesday 8 February (Riyadh)

09h30 Joint meeting with members of the Shoura Council, Committees of Social Affairs, Foreign Affairs, Human Rights and Culture, Information and Youth

16h00 Courtesy call on HRH Crown Prince Abdullah

17h30 Visit to Nahda Association for women

20h00 visit to campaign tents of candidates for local elections

Wednesday 9 February (Riyadh)

10h30 meeting with the President of the Saudi Journalist's association

11h15 meeting with EU ambassadors at Dutch embassy

12h00 meeting with the Secretary General of the national dialogue

- 16h00 visit to King Abdel Aziz Historical Centre
- 18h00 meeting with Prince Abdallah Ben Turki

Thursday 10 February

- 10h30 visit to various polling stations
- 16h00 press point - hotel Holiday Inn Olaya
- 20h00 reception at Dutch embassy

Friday 11 February

- 11h00 flight SV 1027 from Riyadh
- 12h40 arrival Jeddah
Hotel
Conference Palace, Jeddah
Tel : 966-2-661 2222
- 16h00 tour of old and new Jeddah
- 20h30 dinner hosted by Mr Fahed Almugairin

Saturday 12 February

- 10h00 meeting with the Chairman of the Chamber of Commerce and businessmen and women
- 13h30 lunch
- 15h00 meeting with Editor-in-Chief Mr Khaled Al-Maeena, Arab News and journalists
- 18h00 meeting with Prince Mohammed Ben Faisal
- 20h30 dinner hosted by Mr Ghassan AlSulaiman, Vice-Chairman of the Jeddah Chamber of Commerce

Sunday 13 February

individual departures of members to Europe

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH GULF STATES (INCLUDING YEMEN)

8th Interparliamentary Meeting EP/Saudi Arabia

7-13 February 2005

Members (8)

	<u>Group</u>	<u>Country</u>
Ms Lilli GRUBER, Chair	PES	Italy
Mr Thomas PFLUEGER, 1st vice-chair	GUE	Germany
Mr John ATTARD-MONTALTO	PES	Malta
Mr Sajjad Haider KARIM	ALDE	United Kingdom
Mr Joost LAGENDIJK	Verts/Ale	The Netherlands
Mr Patrick LOUIS	IND-DEM	France
Mr John PURVIS	EPP-ED	United Kingdom
Ms Marie-Line REYNAUD	PES	France

PPE-DE	Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE	Group of the Party of European Socialists
ALDE	Group of the Alliance of Democrats and Liberals of Europe
Verts/ALE	Group of the Greens/European Free Alliance
GUE/NGL	Confederal Group of the European United Left/Nordic Green Left
IND/DEM	Independence and Democracy Group

DG III Staff (2)

Mr Hans-Hermann KRAUS	Administrator
Ms Morag DONALDSON	Administrative Assistant

Political group staff (1)

Mr Ton BEUMER	Advisor, PES group
---------------	--------------------

Interpreters (4)

Mr Laurent BERNHARD	French-English
Mme Melpomeni KONSTANTINIDI	French-Arabic-French
Mme Mouna MRAD	English-Arabic-English
Mr Mounir EL-KHUDRI	Arabic-English-Arabic